

Curriculum vitae

de

Norbert FOULQUIER

Professeur agrégé de droit public
à l'Université Paris 1- Panthéon-Sorbonne

norbert.foulquier@univ-paris1.fr

Carrière universitaire

- Professeur de droit public à l'Université Paris 1- Panthéon-Sorbonne depuis septembre 2008
- Professeur de droit public à l'Université Evry-Val d'Essonne depuis septembre 2004.
- Reçu au premier concours national d'agrégation en droit public en juin 2004.
- Maître de conférences de droit public à l'Université de Rouen de septembre 2002 à août 2004.
- Docteur en droit public à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (2001).

Enseignements

Enseignements actuels :

- à l'Université Paris 1 :
 - Droit de l'urbanisme (cours dans le master 2 pro – droit du patrimoine immobilier)
 - Préparation aux concours de type ENA (master 1 droit public)
 - Droit administratif des biens (3^e année de Licence)
 - Droit administratif (séminaire dans le master 2 recherche – droit public fondamental)
 - Droit administratif de l'environnement (séminaire dans le master 2 recherche – droit de l'environnement)

Articles et activités scientifiques

Ouvrages individuels et collectifs :

- *Manuel de droit administratif des biens*, Paris, Nexislexis, 2011, 2^e éd., 2013, 3^e éd., septembre 2015.
- Codirection du recueil « Le rôle des associations dans la mise en œuvre du droit au logement en Île-de-France », éditions de l'IRJS, 2015.

- « *Le droit constitutionnel de la Troisième République* » (Dalloz, décembre 2010), traduction et présentation, avec Guillaume Sacriste, de l'article de Raymond Saleilles, « The development of the present constitution of France », publié dans les *Annals of the American Academy of political and social science*, 1895, pp. 1-78, sous le titre

- *Les droits publics subjectifs des administrés. Emergence d'un concept en droit administratif français du XIX^e au XX^e siècle*, Paris, Dalloz, coll. La Nouvelle bibliothèque des thèses, 2003 (Prix Henri Tessier de l'Académie des sciences morales et politiques).

- Codirection avec Séverine Brondel et Luc Heuschling du recueil « *Gouvernement des juges et démocratie* », Paris, Presses de la Sorbonne, 2001.

- Mise à jour de l'édition 2001 du *Guide pratique électoral* (Les éditions PRAT).

Articles et études

- 1 - « Les mutations domaniales et les principes constitutionnels », *Actualité juridique – droit immobilier*, 1997, pp. 828-832.
- 2 - « L'analyse socio-historique du discours juridique. Du concept de droit subjectif en droit administratif à la construction de l'Etat », colloque CURAPP « Sur la portée sociale du droit. Usages et légitimité du registre juridique » des 14 et 15 novembre 2002 à Amiens, paru en mars 2005
- 3 - « De la protection des droits... à l'insécurité juridique. Observations sous les arrêts *McElhinney c. Irlande*, *Al-Adsani c. Royaume-Uni* et *Fogarty c. Royaume-Uni* du 21 novembre 2001 de la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2003, pp. 1203-1220.
- 4 - « La question de l'antiparlementarisme du Conseil d'Etat », *Journées de l'Institut Michel Villey*, 24 juin 2005, parution dans la revue *Droits* 2007, n° 44, pp. 161-180, sous le titre « Le Conseil d'Etat et l'antiparlementarisme. Question sur les effets institutionnels de la jurisprudence administrative ».
- 5 - Etude sur René Jacquelin, présentation de la publication de son opuscule « Une conception d'ensemble du droit administratif » (1899), dans la chronique « Textes et témoignages » de la *Revue française de droit administratif* (3-2006).
- 6 - « La procédure d'alignement à l'épreuve de la Convention européenne des droits de l'homme », *Semaine juridique – Administration et collectivités territoriales* (JCP A) 2006, étude n° 1311, p. 1675-1679.
- 7 - Mise à jour du fascicule « Connexité » du Juris-Classeur « Justice administrative », avril 2007.
- 8 - Mise à jour du fascicule n° 31 « La compétence territoriale des tribunaux administratifs » du Juris-Classeur « Justice administrative », octobre 2007.

- 9 - Recension de la thèse de Frédéric Rolin, *Accord de volontés et contrat dans les relations entre personnes publiques*, publiée dans l'ouvrage collectif *Liber Amicorum offert à Frédéric Rolin*, 2007 (à paraître).
- 10 - « Le principe de la cohérence interne de l'acte réglementaire », *Mélanges en l'honneur de Mme Jacqueline Morand-Deviller (Confluences)*, Paris, éd. Montchrestien, 2007, p. 329.
- 11 - « Des mutations domaniales aux transferts de gestion : quel bénéfice pour les collectivités territoriales ? », intervention lors du colloque « Les collectivités territoriales et le Code général de la propriété des personnes publiques », au Palais du Luxembourg le 25 octobre 2007, actes publiés dans la *Revue Lamy collectivités territoriales*, 2008, n°7.
- 12 - « La notion de « groupe de contrats » en droit administratif : une consécration involontaire ? », revue *Droit administratif* mai 2008.
- 13 - « Les autorisations administratives provisoires », contribution au colloque « Le provisoire en droit public », Lille 2, novembre 2008, éd. Dalloz, 2009.
- 14 - « Les servitudes sur le domaine public », revue *Droit & patrimoine*, mars 2009, n° 179, p. 69.
- 15 - « Maurice Hauriou, constitutionnaliste 1856-1929 », in N. Hakim et F. Melleray, *Le renouveau de la doctrine française. Les grands auteurs de la pensée juridique au tournant du XXe siècle*, Paris, Dalloz, 2009, pp. 281-306.
- 16 - « Le Contentieux du droit au logement opposable : un parcours du combattant mais un parcours payant », *Opérations immobilières* 2010, n° 23, pp. 25-30.
- 17 - « Le droit au logement, la naissance d'un nouveau type de contentieux », intervention à la journée d'études du 13 nov. 2009, organisée par le GRIDAUH et l'Ordre des avocats de Paris. Actes publiés dans *l'Annuaire du droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat*, Editions Le Moniteur, avril 2010.
- 18 - « Les catégories du droit des biens publics », pp. 691-703, in J.-B. Auby(dir.), *L'influence du droit européen sur les catégories du droit public* : Paris, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2010.
- 19 - Rapport de synthèse du colloque sur *Les droits publics subjectifs des administrés*, organisé par l'Association française pour la recherche en droit administratif à Bordeaux en juin 2010, actes publiés par les éditions Lexisnexis, février 2011.
- 20 - « Le domaine public des associations transparentes », *Mélanges en l'honneur d'Etienne Fatôme*, Ed. Dalloz, mai 2011.
- 21 - « L'exigence de la décision préalable, un avatar de la juridiction ministérielle ? », *Mélanges en l'honneur de François Julien-Laferrrière*, Ed. Bruylant, juin 2011.

- 22 - « Le service public », in P. Gonod, F. Melleray et Ph. Yolka, (dir.), *Traité de droit administratif*, Paris, Dalloz, septembre 2011.
- 23 – « Le contentieux indemnitaire, instrument de régulation ? », *Actualité juridique – Propriété immobilière* 2011, p. 851.
- 24 « Illusions du bail emphytéotique administratif », *Etudes foncières* nov.-déc. 2011, n° 154.
- 25 « L'arrêt *Boussuge* », actes du colloque « 100 ans après l'arrêt Boussuge », *JCP A* 2012, étude 2309.
- 26 « La dissociation du droit de construire et de la propriété du sol », *Gazettes des communes* mars 2012, n° 2119, rapport « Foncier public et production de logement. Quelles alternatives ? ».
- 27 « Constitution et service public », écrit avec Frédéric Rolin, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2012, n° 37.
- 28 « Le domaine public immatériel », *La gazette des communes* du 7/05/2012, intervention colloque sur le domaine public entre valorisation et protection, Metz, novembre 2011.
- 29 « Le rapport de droit administratif », in E. Jeuland et S. Messai-Bahri (dir.), *Les nouveaux rapports de droit*, Bibliothèque de l'IRJS, tome 39, 2012.
- 30 – Avant-propos à l'essai de Maurice Hauriou, *La Gestion administrative* (rééd. Dalloz, janvier 2013).
- 31 « Les droits publics subjectifs des administrés », trad. en japonais, *Revue japonaise de droit administratif*, 2013.
- 32 « La mobilisation du foncier public en faveur du logement » écrit avec Jean-Philippe Brouant : *AJDA* 2013, p. 616.
- 33 « Le bail administratif à construction HLM », *Les Petites affiches* 2013, n° 113.
- 34 « Les clauses réglementaires des contrats domaniaux », *Mélanges en l'honneur du Professeur Laurent Richer*, Paris, LGDJ, 2013.
- 35 « Police et gestion du domaine public », p. 85, in C. Vautrot-Schwarz, *La police administrative*, Paris, PUF, septembre 2014.
- 36 « Faciliter la construction de logements sociaux en dissociant le droit de construire de la propriété du sol », *Du logement social à l'habitat, les offices cent ans après la loi Bonnevey*, Les Cahiers du Gridauh, n°24, 2014.
- 37 « Printemps de la jeune recherche : Roger Bonnard » : *RFDA* 2015, p. 175
- 38 « Des actes hybrides : les nouvelles chartes des parcs naturels régionaux tenant lieu de SCoT », p. 113, *Etudes en l'honneur de Jean-Pierre Lebreton La planification territoriale stratégique : entre droit souple et droit dur*, Paris, Les Cahiers du Gridauh, 2015, n° 29.
- 39 « Les origines de la personnalité des autorisations domaniales », *Etudes à la mémoire d'Olivier Févrot*, 2015, publication 2016.
- 40 L'Urbanisme sans frontière : *La Roumanie. L'actualité du droit constitutionnel de l'expropriation*, DAUH mai 2016.

- 41 « La mobilisation de la Faculté de droit. Le Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre », *Revue d'histoire des facultés de droit* n° 35.
- 42 « Le logement des personnes âgées des territoires d'outre-mer ou les oubliés de la République », avec Alice Fuchs, *AJDI* 2017
- 43 « La grande roue de la place de la Concorde », *Grief* n°2017/4.

Chroniques

Chronique des thèses dans la Revue française de droit administratif

- 1 - Recension de la thèse de Servane Carpi, *Contribution à une théorie des successions en droit public*, *RFDA* 2005, pp. 841-943.
- 2 - Recension de la thèse de Alexis Zarka, *L'Égalité dans le droit français de la fonction publique*, *RFDA* 2006, n° 1, pp. 161-163.
- 3 - Recension de la thèse de Gweltaz Eveillard, *Les Dispositions transitoires en droit public français*, *RFDA* 2006, n° 4.
- 4 - Recension de la thèse d'Olivier Steck, *La contribution de la jurisprudence à la renaissance du pouvoir réglementaire sous la III^e République*, *RFDA* 2007, n° 2.
- 5 - Recension de la thèse de Simon Gilbert, *le juge judiciaire, gardien de la propriété immobilière. Etude de droit administratif*, *RFDA* 2007, n° 4, p. 877-878.
- 6 - Recension de la thèse de Mathieu Touzeil-Divina, *Le doyen Foucart (1799-1860). Un père du droit administratif français*, *RFDA* 2008, n° 1.
- 7 - Recension de la thèse de Pierre-Yves Quiviger, *Le principe d'immanence. Métaphysique et droit administratif chez Sieyès*, *RFDA* 2008, n° 5, p. 1067.
- 8 - Recension de la thèse de Claire Malwé, *La propriété publique incorporelle : au carrefour du droit administratif des biens et du droit public économique*, *RFDA* 2009, n° 1, p. 161.
- 9 - Recension de la thèse de Nathalie Wolff, *La tranquillité publique et les polices administratives*, *RFDA* 2009, p. 855.
- 10 - Recension de la thèse de Charles Vautrot-Schwarz, *La qualification juridique en droit administratif*, *RFDA* 2010, n° 1.
- 11 - Recension de la thèse de Florent Blanco, *Pouvoirs du juge et contentieux administratif de la légalité. Contribution à l'étude de l'évolution et du renouveau des techniques juridictionnelles dans le contentieux de l'excès de pouvoir*, *RFDA* 2010, n° 4, p. 837.

- 12 – Recension de la thèse de Anne Jacquemet-Gauché, *La responsabilité de la puissance publique en France et en Allemagne. Etude de droit comparé*, RFDA 2011, n° 1.
- 13 - Recension de la thèse d'Aurore Gaillet, *L'individu contre l'État. Essai sur l'évolution des recours de droit public dans l'Allemagne du XIX^e siècle*, RFDA 2012, p. 843.
- 14 Recension de la thèse de Anne-Laure Girard, *La formation historique de l'acte administratif*, RFDA 2012, p.179.
- 15 Recension de la thèse de Julia Schmitz, *Essai sur la théorie de l'institution du doyen Maurice Hauriou*, RFDA 2012, p. 787.
- 16 Recension de la thèse de Thomas Perroud, *La fonction contentieuse des autorités de régulation en France et au Royaume-Uni*, RFDA 2013, p. 201.
- 17 Recension de la thèse de Alice Minet, *La Perte de chance en droit administratif*, RFDA 2014, p. 191.
- 18 Recension de la thèse de Pauline Marcantoni, *Recherche sur les évolutions du droit administratif sous la contrainte environnementale. L'exemple de la lutte contre la pollution*, RFDA 2015, p. 861
- 19 Recension de la thèse de Christophe Roux, *Propriété publique et droit de l'Union européenne*, RFDA 2016, p. 189.
- 20 Recension de la thèse de Fanny Tarlet, *Les biens publics mobiliers*, RFDA 2016, p. 853.
- 21 Recension de la thèse d'Anissa Hachemi, *Le juge administratif et la loi (1789-1889)*, RFDA 2017, p.365.

Chroniques dans le JCP A - La Semaine juridique droit administratif

- 22 - Chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris (mai-septembre 2007), rubrique « Libertés publiques » de la revue *Semaine juridique – Administration et collectivités territoriales JCP A* 2007, n° 51, p. 2327 : CAA Paris, 24 mai 2007, n° 06PA03429, *M. Singh.* ; CAA Paris, 11 juillet 2007, n° 05PA01942, *Commune de Mitry-sur-Seine* ; CAA Paris, 5 juill. 2007, n° 05PA03568, *Mme Elisabeth Durozey*.
- 23 - Chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris (janvier-mai 2008), rubrique « Libertés publiques » de la revue *Semaine juridique – Administration et collectivités territoriales JCP A* 2008, CAA, ass. plén., Paris, 16 janvier 2007, n° 07PA00168, *Préfet de Police*.
- 24 - Chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris (novembre 2008-avril 2009), rubrique « Libertés publiques » de la revue *Semaine juridique – Administration et collectivités territoriales JCP A* 2009, CAA Paris 6 avril 2009, n° 07PA02102, *Mme Malissa Anderson*.

- 25 - Chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris (mai 2009 à janvier 2010), rubrique « Libertés publiques » de la revue *Semaine juridique – Administration et collectivités territoriales JCP A* 2010, CAA Paris, 18 juin 2009, n° 08PA04076, Mouren ; rubrique « Domaine et patrimoine » CAA Paris, 14 janvier 2010 (n° 08PA4830), Société Viatel Opérations c/ Ville de Paris ; rubrique « Organisation administrative », CAA Paris, 1^{er} décembre 2009, n° 08PA04754, Région Ile-de-France c/ Mme Le Pen.
- 26 - Chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris (février à juin 2010), rubrique « domaine et patrimoine », CAA Paris, ass. plén., 12 févr. 2010, n° 07PA01825, *Sté RTE EDF Transport* et CAA Paris, ass. plén., 25 mars 2010, n° 09PA01920, Assoc. Paris Jean Bouin.

Chroniques dans la Revue de droit de l'immobilier

- 64 - Chronique sur le droit de la propriété publique dans la *RD imm.*, mars 2008,
- note intitulée « L'exonération du domaine public de la taxe sur les logements vacants » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 janv. 2008, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie c/ Région Ile-de-France.
- note intitulée « Le domaine public entre pouvoir d'affectation et droit de propriété » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 décembre 2007, *Commune de Mercy-le-Bas*.
- 62 - Chronique sur le droit de la propriété publique dans la *RD imm.*, mai 2008,
- note intitulée « Les nouvelles limites au caractère onéreux des autorisations domaniales » après les modifications de l'article L. 2125-1 CGPPP de décembre 2007
- note intitulée « Le contentieux des sous-concessions domaniales ; la nouvelle compétence du juge administratif » sous l'arrêt de la Cour de cassation, 1^{ère} civ., 5 mars 2008, *Sté navale d e cap d'Ail*.
- 63 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, juin 2008.
- note intitulée « le domaine public des établissements publics industriels et commerciaux face à la TVA » sous l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes, CJCE, 25 oct. 2007, *Ministero delle Finanze – Ufficio IVA di Milano c/ CO.GE.P. Srl*, aff. C-174-06.
- 64 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, octobre 2008.
- note intitulée « L'utilité enfin reconnue de l'acte de classement ou les vertus de la sécurité juridique » sur l'arrêt CE, 26 mars 2008, *Cne de Saint-Denis-de-la-Réunion*.
- 65 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, novembre 2008.
- note intitulée « Domanialité publique et Convention européenne des droits de l'homme : de nouvelles remises en cause » sous l'arrêt CEDH, 22 juill. 1998, *Köktepe c. Turquie*, req. N° 35785/03.
- 66 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, mai 2009, p. 359.
« Copropriété et domanialité publique, les précisions de la Cour de cassation », note sous Cass. 1^{ère} civ., 25 février 2009, n° 07-15.772 : *Commune de Sospel* .

- 46 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, septembre 2009, p. 479.
« Les cas de gratuité de l'utilisation du domaine public : l'article L. 2125-1 CGPPP une nouvelle fois modifié par une loi de simplification du droit »
- 47 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, octobre 2009, p. 541.
« Extensions du bail emphytéotique administratif et généralisation du crédit-bail »
- 48 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, juillet 2010, p. 389.
« La précarité des autorisations d'occupation privative du domaine public maritime et la Convention européenne des droits de l'homme : une compatibilité sous réserves », note sous CEDH, Grande Chambre, 29 mars 2010, n° 34078/02.
- 49 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, décembre 2010.
« La conformité peu convaincante à la Constitution de l'incorporation d'office des voies privées ouvertes à la circulation publique », note sous Cons. Constit., 6 octobre 2010, n° 2010-43-QPC.
- 50 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, février 2011
L'article L. 2341-2 du code de la propriété des personnes publiques : le nouveau BEA valorisation
- 51 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, octobre 2011
« Les doutes du Conseil d'État sur la nature des sous-concessions domaniales », note sous CE. 11 juillet 2011, C.
- 52 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, novembre 2011.
« La conformité à la Constitution de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics », note sous Cons. constit., 23 sept. 2011, n° 2011-172 QPC.
- 53 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.*, février 2012
« La garde de la chose comme critère d'identification des auteurs de contravention de grande voirie », note sous CE, 9 nov. 2011, *Epx Duval*.
- 54 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.* mars 2012
« La compatibilité, sous réserve, de la procédure d'alignement avec la Constitution », note sous Cons. constit., 2 déc. 2011, n° 2011-211 QPC.
- 55 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.* juin 2012
« L'indemnisation des servitudes longitudinales sur les propriétés riveraines du domaine public maritime », note sous CE, 30 sept. 2011, *Lenoel*
« L'obligation de poursuite en cas de contraventions de voirie : le droit commun domanial tant que faire se peut », note sous CE 21 novembre 2011, *Commune de Plomeour-Lanvern*.
« La délimitation du domaine public maritime : l'expropriation inavouée », note sous CE, 13 juillet 2011, *SNC Defour et Compagnie*.
- 56 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.* juillet 2012
« Droits domaniaux des aménageurs et droits domaniaux des concessionnaires du service de distribution d'électricité », note sous CE, 1^{er} févr. 2012, *Sté RTE EDF transport*.
- 57 - Chronique de la propriété publique dans la *RD imm.* septembre 2012
« La quasi-expropriation des vestiges archéologiques immobiliers », CE, 24 avr. 2012, *Ministre de la Culture*

- 58 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. octobre 2012
« Les limites de l'expulsion pour motif financier », note sous CE, 1^{er} févr. 2012, *Julian A.*
- 59 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. novembre 2012.
« Gestion du domaine public et droit de la concurrence : acte 2, 14 ans après », note sous CE, 23 mai 2012, *RATP*
« La régularisation des poursuites contre les auteurs de contraventions de grande voirie », note sous CE, 21 nov. 2011, *Port autonome de Paris*
- 60 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. mars 2013
« La nature administrative du mandat exclusif de vente d'un bien du domaine privé », note sous TC 14 mai 2012, n° 3860.
« La compétence judiciaire pour connaître de l'action en responsabilité pour abus de titres exécutoires de recouvrement d'un loyer pour occupation du domaine privé », note sous Cass. 1^{ère} civ., 22 mars 2012, District de Bayonne-Anglet-Biarritz.
- 61 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. mai 2013
« Le dogme de l'objectivité du recours pour excès de pouvoir : une limite à la protection du domaine public » note sous CE, 23 mars 2013, *association Les Ailes Varoises.*
« Autorisation de plaider et aliénation du domaine privé », note sous Conseil d'État, 15 mai 2012, M. A.
« Acte détachable de la gestion du domaine privé : l'application sans surprise de la jurisprudence SARL Brasserie du théâtre », note sous TC, 5 mars 2012, n°3833.
- 62 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. octobre 2013
« Le référé-suspension et la vente d'un bien du domaine privé », note sous CE 29 avr. 2013, *Sndicat d'agglomération nouvelle du Val d'Europe et la commune de Chessy.*
« Le retrait de désistement d'action et l'occupant sans foi ni loi », note sous CE 28 déc. 2012, Mme X.
- 63 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. novembre 2013
« Mieux encadrer la vente dérogatoire des bois et forêts de l'Etat »
- 64 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. janvier 2014
« La métépsychose de la domanialité publique virtuelle », note sous CE, 1 oct. 2013, *Soc. Espace Habitat Construction.*
- 65 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. mars 2014
« Jour malheureux pour l'emprise irrégulière », note sous TC, 9 déc. 2013, n° 3931, *Épx Panizzon, contre Commune de Saint-Palais-sur-Mer*
« Pas de BEA local valorisation avant la loi LOPSSI 2 », note sous CE, 19 nov. 2013, *Société nationale immobilière.*
- 66 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. novembre 2014
« Quid des files d'attente devant les cinémas ? », note sous CE, 31 mars 2014, *Cne d'Avignon.*
« Un nouveau domaine public immobilier : les pistes de ski », note sous CE, 28 avr. 2014, *Cne de Val d'Isère.*
- 67 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. avril 2015
« L'action en indemnisation de l'architecte d'un ouvrage public », note sous TC, 7 juill. 2014, *Dpt Meurthe-et-Moselle*
« La nouvelle fonction de l'aménagement spécial », note sous CAA Bordeaux, 13 nov. 2014, *Cne d'Andernos-les-Bains*

« L'exception d'inexécution et les conventions domaniales », note sous CE, 8 oct. 2014, *Société Grenke location*
« Pas besoin de QPC pour la servitude de marchepied », note sous CE 28 janv. 2015, *M^{me} X c/ Ministre de l'Écologie*

68 – Chronique de la propriété publique dans la RD imm. nov. 2015

« Le transfert des voies privées ouvertes à la circulation dans le domaine public routier : la liberté de refus des propriétaires », note sous CE, 17 juin 2015, *Association syndicale autorisée du Parc de Villeflix*

« Pas de titre tacite d'occupation du domaine public », note sous CE, 19 juin 2015, *Société immobilière du Port de Boulogne*

69 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. janv. 2016

« L'avis de France domaine et la jurisprudence Danthony », note sous « *association de sauvegarde des terres, du patrimoine et des paysages* »

« La cessibilité des autorisations domaniales », note sous CE, 18 sept. 2015, *chambre de commerce et d'industrie de la Région Guyane*

70 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. févr. 2016

« Le nouveau pouvoir quasi domanial sur les images des immeubles du domaine public », note sous CAA de Nantes, 16 déc. 2015, *Établissement public du domaine national de Chambord*

« L'expulsion des entreprises en difficulté occupant sans titre le domaine public », note CE, 9 déc. 2015, *Sarl Yacht Club International de Saint-Laurent-du-Var*

« L'inopposabilité du contrat de transfert de gestion au locataire public du domaine public », note sous CE, 7 déc. 2015, *SNI*

71 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. mai 2016

« L'affectation du domaine public artificiel, nécessairement un acte de volonté du gestionnaire », note sous CE, 2 nov. 2015, *Cne de Neuves-Maisons*

« Les servitudes conventionnelles sur le domaine public, constituées antérieurement au CGPPP » note sous CE, 26 févr. 2016, *Syndicat des copropriétaires de l'immeuble Mercure*

72 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. sept. 2016

« L'extension et la précision de la domanialité publique par anticipation », note sous CE, 13 avr. 2016, *Cne de Baillargues*

« Bien de retour un jour, bien de retour (presque) toujours », CE, 26 févr. 2016, *syndicat mixte de chauffage urbain de la Défense*

« La domanialité publique par anticipation, une application casuistique ? », note sous CE, 15 févr. 2016, *SARL Cathédrale d'Images*

73 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. oct. 2016

« Droit réel, "bail à construction" et domaine public » note sous CE, 11 mai 2016, *association de défense et de protection du littoral du golfe de Fos-sur-Mer*

74 - Chronique de la propriété publique dans la RD imm. nov. 2016

« La vente de biens immobiliers du domaine privé entre personnes publiques », note sous Tribunal des conflits, 6 juin 2016, *Cne d'Aragnouet*

- 75 - Chronique de la propriété publique de la RD imm. février.2017

« Publicité et mise en concurrence des cessions de biens publics et régularisation des opérations immobilières », p.98.

« Une habilitation pour une réforme peut-être importante des titres domaniaux », p.96.

- 76 - Chronique de la propriété publique de la RD imm. mars.2017

« Arrêt ATLARL 2 : encore plus fort ! », note sous TC 14 novembre 2016, Association ATLARL p.150.

« La domaine public des autorités publiques indépendantes », p.149.

- 77 - Chronique de la propriété publique de la RD imm. avril.2017
« Le déclassement anticipé du domaine public local », p.184.
- 78 - Chronique de la propriété publique de la RD imm. juin.2017
« Le BEA culturel réservé aux associations exclusivement culturelles », note sous CE, 10 février 2017, Ville de Paris, p.298.
- 79 - Chronique de la propriété publique de la RD imm. juillet.2017
« Action en indemnités contre les occupants sans titre (du tréfonds) du domaine public », note sous CE, 15 mars 2017, cne de Cannes.

Notes et commentaires

80 - Note sous l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris du 22 janvier 2003, *Sodev, Actualité juridique – droit administratif*, 2003, pp. 1628-1630.

81 - Note intitulée « Le financement du service universel des télécommunications » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 juin 2003, *Société Tiscali Télécom, Actualité juridique – droit administratif*, 2003, pp. 1888-1893.

82 - Note intitulée « L'affaire Caixa Bank : dernier épisode » sous l'arrêt du CE du 23 février 2005, *Société Caixa Bank, Actualité juridique – droit administratif*, 2005, pp. 1794-1797.

83 - Note intitulée « l'urgence de l'expulsion du domaine public à l'aune de son affectation » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2007, n° 299464, *Agence foncière et technique de la région parisienne (ATFRP), Revue Lamy collectivités territoriales*, 2008, n° 1, p. 29.

84 - Note intitulée « Sédentarisation d'un nomade et occupation du domaine public » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 octobre 2007, n° 305130, *Communauté urbaine de Lyon, revue Lamy collectivités territoriales*, 2008, n° 1, p. 20.

85 - Note intitulée « Le principe général du droit de la protection du concessionnaire contre la concurrence du concédant n'existe pas et pourtant ... » sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 octobre 2007, n° 255213, *Société SPS Tarbes, revue Lamy collectivités territoriales*, 2008, n° 3.

86 - Note sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 décembre 2007, *Commune de Mercy-le-Bas*, n°288017, revue *Droit administratif* mars 2008, p. 29.

87 - Note sous l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 novembre 2007, *Migliore, Revue juridique de l'entreprise publique* avril 2008, p. 19.

- 88 - Note sous les arrêts du Conseil d'Etat du 22 février 2008, *Etienne Tête c/ COURLY* et du 10 avril 2008, *Société Decaux c/ Département des Alpes-Maritimes*, revue *Lamy collectivités territoriales*, juin 2008, n° 37, p. 17-22.
- 89 - « Le domaine privé communal, sa gestion et la police administrative », note sous l'arrêt CE, 11 déc. 2008, Fédération française de la montagne et de l'escalade, revue *Lamy collectivités territoriales*, mars 2009, n° 44, p. 21.
- 90 – « Le DALO versus la mixité sociale ? », note sous CE 4 février 2010, *Office public de l'habitat Marne et Chantreine habitat*, revue *AJDA* septembre 2010, p. 1723.
- 91 - « Pas d'exception d'illégalité de la concession d'aménagement au soutien de la contestation de la déclaration d'utilité publique », note sous CE, sect., 11 juillet 2011, *Société d'équipement du département de Maine-et-Loire (SODEMEL) contre Ministre de l'intérieur*, *AJDA* 2012, p. 449-453.
- 92 - « Dommages causés à la propriété privée par les servitudes de travaux publics : un contrôle de constitutionnalité inachevé ? », note sous Cons. constit. 23 sept. 2011, n° 2011-173 QPC, *AJDA* 2011, p. 2525.
- 93 « Pas d'exception d'illégalité de la concession d'aménagement au soutien de la contestation de la déclaration d'utilité publique », note sous CE, section, 11 juillet 2011, *SODEMEL* : *AJDA* 2012, p. 449.
- 94 La compatibilité de la procédure d'alignement avec la Constitution : au prix de combien de réserves d'interprétation ? », note sous CC, 2 décembre 2011, n° 2011-201, QPC : *AJDA* 2012, p. 489.
- 95 « Biens publics et question préjudicielle : une question à reprendre ? », note sous CE, 23 janvier 2012, *Département des Alpes-Maritimes* : *AJDA* 2012, p. 2175.
- 96 « Les photographies du domaine public mobilier », note sous CE, 29 oct. 2012, *Commune de Tours* : *AJDA* 2013, p. 111.
- 97 « L'interdiction de bâtir sur le domaine public maritime est conforme à la Constitution », note sous CE, 7 mars 2012, *Tomaselli* : *AJDA* 2013, p. 236.
- 98 « Les pouvoirs de contrôle du gestionnaire du domaine sur les activités des occupants », note écrite avec J.Ph. Brouant sous CAA Marseille, 7 févr. 2012, *SNC Besson* : *AJDA* 2013, p. 351.
- 99 « La domanialité publique globale d'une ancienne gendarmerie, note sous CE, 7 mai 2012, *SCP Mercadier et Krantz* : *AJDA* 2013, p. 1172.
- 100 « Le domaine public maritime naturel », note sous Cons. constit. 24 mai 2013, *SCI Pascal* : *AJDA* 2013, p. 2260.
- 101 « Dommage de travaux publics : la protection de tous les biens, même de mauvaise qualité », note sous CE, 10 févr. 2014, *Mme A.* : *AJDA* 2014.
- 102 « Résolution d'un contrat de concession d'aménagement et arrêté de cessibilité », note sous CE, 26 fév. 2014, *Cne de Saulx-les-Chartreux*, : *AJDA* 2014, p. 1453

- 103 « L'autorité compétente en matière d'autorisations domaniales », note sous CE, 9 avr. 2014, *Établissement public du domaine national de Chambord* : AJDA 2014, p. 1840
- 104 « Sur le domaine d'Avignon, les commerçants dansent », note sous CE, 31 mars 2014, *Cne d'Avignon* : AJDA 2014, p. 2134.
- 105 « Rétrospective sur la domanialité publique par contagion », note sous CAA Nancy, 23 janv. 2014, *SARL Cité des artisans* : AJDA 2015, p. 884
- 106 « La domanialité publique globale verticale », note sous CE, 19 nov. 2014, *Régie municipale Espaces Cauterets* : AJDA 2015, p. 1227
- 107 « La propriété publique des biens affectés à l'intérêt général, une présomption simple, mais une présomption tout de même », note sous CE, 15 mai 2015, *Cne d'Aix-en-Provence*, AJDA 2015, p. 1369
- 108 « L'obligation de payer pour occuper un domaine public interdit » note sous CE, 13 fév. 2015, *VNF* : AJDA 2015, p. 1701
- 109 « Précision sur le moment de la domanialité publique par anticipation », note sous CAA Marseille, 12 mars 2015, *Communauté urbaine Marseille Provence Métropole* : AJDA 2015, p. 2039
- 110 « Les référés au service de la propriété publique : oh oui ! », note sous CE 9 oct. 2015, *Cne de Chambourcy* : AJDA 2015, p. 2388
- 111 - « Hors CGPPP, le pouvoir quasi domanial sur l'image des biens du domaine public », note sous CAA de Nantes, 16 déc. 2015, *Établissement public du domaine national de Chambord* : AJDA 2016, p. 435.
- 112 - « La cession des biens publics avec réfaction », note sous CE, 14 oct. 2015, *Cne de Chatillon-sur-Seine* : AJDA 2016, p. 1125
- 113 « Les droits des propriétaires à l'aisance ... de voirie », note sous CE, 15 déc. 2016, : AJDA 2017, p.630.
- 114 « Les personnes âgées d'outre-mer, ces oubliées de la République », Point de vue rédigé avec Alice Fuchs-Cessot : AJDI 2017, p.393.
- 115 « Le renouvellement des titres domaniaux : la priorité à l'occupant », note sous CE, 25 janvier 2017, AJDA 2017, p.1232

Organisation colloques, conférences, journées d'étude

- Co-organisateur du séminaire : Le domaine para public (20 décembre 2012)
- Co-organisateur de la journée d'étude franco-coréenne sur la mise en valeur des fleuves dans les capitales (le 8 février 2011 et décembre 2011)
- Co-organisateur des Soirées de la Salle de droit public – séminaire mensuel depuis 2005.
- Co-organisateur de la journée d'étude : Les grands propriétaires fonciers en Ile-de-France (le 24 mars 2010)

- Organisateur du colloque « Les collectivités territoriales et le Code général de la propriété des personnes publiques », au Palais du Luxembourg le 25 octobre 2007, actes publiés dans la *Revue Lamy collectivités territoriales*, 2008, n°7.

- Co-organisateur du séminaire d'octobre 1998 à juin 1999 « *Gouvernement des juges et démocratie* », publié par les Presses de la Sorbonne en 2001.

Direction de thèses

- La loi du 28 pluviôse an VIII, Eléonore Chirossel
- Le droit de paysage en France et en Corée : Etude comparée, Kwenjee Moon
- La fonction sociale de la propriété publique au Brésil, Igor Sporch (cotutelle avec le professeur Aricia Fernandes Correia)
- La métropole : un nouveau territoire du droit au logement (en France et au Brésil), Eloisa Dias Goncalves, (cotutelle avec le professeur Angela cassia Costaldello)
- Le patrimoine monumental de l'Etat, Inès Lamouri
-
- **Thèses soutenues**
- Régularisation foncière urbaine d'intérêt social : La coordination entre les politiques d'urbanisme et de logement social au Brésil à la lumière des expériences du droit français, Rosangela Luft, cotutelle avec le professeur Marcos Alcino de Azevedo Torres, soutenance le 13 mai 2014.

Notes et commentaires

Echanges internationaux

- Invitation à l'Université Sungkyunkwan de Séoul (septembre 2010) dans le cadre du Programme EGIDE de coopération universitaire internationale du Ministère des Affaires étrangères (sujet : la mise en valeur des fleuves dans les capitales française et coréenne).
- Invitation à l'Université de Rabat (mars 2010) dans le cadre du Programme EGIDE de coopération universitaire internationale du Ministère des Affaires étrangères
- Invitation à l'Université de Québec (novembre 2012)
- Invitation à l'Université de Sapporo et de Tokyo (mars 2013)
- Invitation à l'Université d'Etat de Rio (dans le cadre d'un contrat de recherche) et à l'Université de Curitiba (mai 2014)
- Invitation à l'Université d'Etat de Rio (dans le cadre d'un contrat de recherche) et à l'Université de Belo Horizonte (mai 2015)
- Université de Liège – Belgique – septembre 2016
- Université publique de Buenos -Aires – Argentine - mai 2016
- Institution du Defensor General de la Ciudad de Buenos Aires – Argentine - mai 2016
- Université de Galatassaray - Turquie – mai 2016
- Université d'Etat de Rio de Janeiro (dans le cadre d'un contrat de recherche) – Brésil - mai 2016
- Université de Sao Paulo – Brésil - mai 2016
- Université de Belem – Brésil – mai 2017
- Université de Rio de Janeiro – mai 2017

Expertises

- Direction de et participation à l'étude collective du CERDEAU pour la Ville de Paris (programme Paris 2030) intitulée « Les singularités du statut institutionnel de Paris dans la loi PLM : impacts, évolutions et transpositions »
- Direction de et participation à l'étude collective du CERDEAU, pour le Comité interministériel pour le développement de l'offre de logement (CIDOL) : « La « valorisation différée » pour la cession de terrains publics en vue de la construction de logements : les obstacles juridiques ».
- Direction de et participation à l'étude collective du CERDEAU, pour le Ministère du logement et le GRIDAUH, sur l'application de la loi sur le droit au logement opposable (DALO) en Ile-de-France.
- Direction de et participation à l'étude collective du CERDEAU sur les réformes du droit de l'urbanisme et les sociétés d'aménagement. Expertise pour la Société d'économie mixte du Val-d'Orge (contrat 2011-2012)
- Participation à la recherche sur les obligations de construire, étude pour l'Union sociale de l'habitat (contrat 2012-2013)
- Direction et participation à l'étude avec l'Université d'Etat de Rio de Janeiro (Brésil) sur "les énergies renouvelables, les collectivités territoriales et la décentralisation". Contrat de 4 ans. Première mission en mai 2014.
- Convention "Géoportail" 2015-2016 : Fiche rédigées dans le cadre d'une convention avec le ministère du logement et de l'égalité des territoires (DGALN) qui a pour objet le suivi des effets juridiques de l'ordonnance n°2013-1184 du 19/12/2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique. Avec Frédéric Rolin
- Etude FNOPH, Juillet 2015 : Etude relative aux articles L. 421-1 et L. 421-2 du Code de la construction et de l'habitation tels que modifiés par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové; financée par la Fédération Nationale des Offices Publics de l'Habitat, réalisée avec Rozen NOGUELLOU, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec la participation de Isabelle HASQUENOPH, doctorante.
- Etude relative à la portée de la loi NOTRe sur la gouvernance et les missions des OPH de Paris et de la petite couronne, réalisée pour le compte de la Fédération nationale des offices publics de l'habitat (FNOPH), novembre 2015 : Le rattachement des Offices Publics de l'Habitat aux Etablissements publics territoriaux de la Métropole du Grand Paris en vertu de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République réalisée avec les professeurs Yves Jégouzo, Frédéric Rolin
- Rapport sur l'articulation entre les outils de protection des sites et les PLU, Juin 2016 rédigé avec Yves Jégouzo, Jean-Pierre Lebreton, Frédéric Rolin et avec la participation de Mademoiselle Inès Lamouri.
- Etude sur les procédures de concertation en droit de l'urbanisme, rédigée avec Yves Jégouzo et Soazic Marie.

Responsabilités éditoriales

- Membre du comité de rédaction de la *Revue française de droit administratif*, en tant que
- co-responsable de la chronique « Textes et témoignages »
- membre du groupe de rédaction de la « Chronique des thèses »

- Responsable de la rubrique « Libertés publiques » dans la chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris dans la revue *Semaine juridique – administration et collectivités territoriales* (à compter de février 2007).

- Responsable de la chronique de la jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Paris publiée dans la dans la revue *Semaine juridique – administration et collectivités territoriales* (à compter janvier 2010).
- Responsable de la rubrique « propriété publique » dans la revue AJDA
 - Responsable de chronique « Propriétés publiques » dans la *Revue de droit immobilier* (depuis décembre 2007)

Responsabilités universitaires

- Membre du conseil d'UFR droit public de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
- Co-directeur du SERDEAUT (Sorbonne - études et de Recherches sur le Droit de l'Environnement, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Tourisme)
- Membre du bureau de l'Ecole doctorale de droit public et de droit fiscal de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
- Co-directeur du master 2 Droit immobilier à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
- Directeur adjoint du GRIDAUH (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat)